

# RESISTANCE DE LA REPUBLIQUE

Après 14 ans de travail sous le titre *Critique, et critique de la critique*, j'en appelle ce jour à **UN MOUVEMENT DE RÉSISTANCE**. Les événements qui ont cours en France depuis deux ans m'y obligent.

Fonctionnaire de l'État français, professeur de philosophie, en poste depuis septembre 2000 (Lycée Henri IV, Béziers), j'ai pu observer de très près le fonctionnement de l'Éducation nationale. J'ai pris conscience très tôt de l'effritement des valeurs républicaines dans l'institution que je sers. Cette prise de conscience s'est accompagnée d'une déception, celle de ne pas toujours trouver, dans mon corps de métier, un écho aux critiques que j'adressais à ceux que je considérais, et que je considère encore, comme les acteurs de ce délitement.

Les gouvernements se succédant, j'avais toujours beaucoup de mal à trouver dans l'Éducation nationale des partenaires fiables pour mener une véritable réflexion sur l'école de la République. Très attaché à la fonction de service public, à la laïcité désormais attaquée, je mesurais à quel point nous étions de plus en plus isolés et marginalisés face à un marché de la culture et de l'offre pédagogique qui tirait les meilleurs bénéfiques d'un délitement complexe mais palpable. Combien de mes collègues cherchaient un abri, une niche avant leur départ à la retraite ? Combien cultivaient une douce mélancolie ? Combien encore étaient clairement dépressifs ? Mon attachement à l'enseignement d'une discipline aujourd'hui ouvertement attaquée par des petits hommes, stupides agents d'un marché sans tête, baratineurs professionnels, m'a permis de tenir et de conserver une passion qui m'anime encore aujourd'hui en dépit de la difficulté croissante du métier et de l'image dégradée

qu'il a aujourd'hui auprès d'une certaine opinion savamment construite et manipulée. J'écris cela le premier jour de mes "vacances", autrement dit je suis au travail pour répondre à ceux qui mesurent la qualité des êtres à l'aune de leur propre paresse.

Le travail de la critique, essentiellement politique, fut pour moi un carburant et un bol d'air. Je me vivais comme professeur de la République et intellectuel au travail dans la cité. Les deux positions se complètent, l'une nourrit l'autre. Un professeur n'est pas simplement un fonctionnaire. S'il le devient, il ne peut que s'éloigner de l'essence de sa mission d'instruction. Il se doit à lui-même une certaine exigence de l'esprit. Comment pourrait-il transmettre cette exigence aux élèves dont il a la charge sans se l'appliquer à lui-même ? Longtemps, les corps d'inspection ont tenu ce rôle disciplinaire : faire en sorte que les contenus d'enseignement soient exigeants et que les élèves puissent recevoir un enseignement qualitatif. Leur marginalisation actuelle (et cela ne date pas du quinquennat d'Emmanuel Macron) ne pouvait être qu'un coup dur porté à la République. Ce coup dur, il faut le dire, était conforme à l'inexorable montée du pédagogisme, ce mélange de sciences de l'Éduc' et de moraline sur fond de clientélisme électoraliste, doublé d'un recul des universitaires. La gauche française porte ici une responsabilité historique. Le jacklanguisme éducatif fut une catastrophe nationale. Nous en payons encore aujourd'hui le prix. Sur ce terrain également, les principales organisations syndicales rivalisèrent d'astuce pour masquer ces différentes régressions disciplinaires dans une bouillie idéologique qui ne pouvait qu'affaiblir à terme l'institution que je servais, les affaiblir elles-mêmes. J'ai observé cela de très près.

L'Éducation nationale, aujourd'hui violemment attaquée, et avec elle la République et l'État profond, est aussi victime d'elle-même, de ses renoncements successifs. Les professeurs (certains depuis deux jours sont entrés dans une prise de conscience essentielle sur l'avenir de leur métier, sur son sens) n'ont pas su créer les formes de résistances réelles pour défendre efficacement ce à quoi ils étaient majoritairement attachés : le service public d'enseignement au fondement même de notre République. Ils ont fini par cultiver une mauvaise conscience d'eux-mêmes qui s'est très concrètement traduite par une surenchère de bons sentiments sur l'élève, pris pour un imbécile intellectuellement mais toujours plus flatté affectivement. Ce pédagogisme liquoreux, je le condamne avec la plus grande fermeté car je sais qu'il est le fossoyeur de l'école de la République, exigeante, une et égalitaire. Toutes ces bonnes âmes ont ainsi préparé, naïvement ou cyniquement, cette école de la confiance qui est l'inverse de l'école de la République.

Il n'est pas anecdotique de constater que la philosophie occupe une place de choix dans le mouvement de résistance qui vient de naître. Cela ne veut pas dire que d'autres disciplines ne sont pas à la tête de ce mouvement mais cela montre à quel point il est inédit dans sa forme comme dans ses revendications. Il ne s'agit certainement pas de minorer les dégradations objectives qui touchent notre métier (ce n'est pas l'objet de ce texte) mais de bien comprendre que nous sommes ici en face d'un choix essentiel qui questionne les fondements de notre République, très au-delà de l'Éducation nationale. Nous ne sommes pas en train de savoir si un syndicat ou un parti politique d'opposition peut récupérer ce mouvement (la vieille boutique politicienne stérile) mais de choisir dans quelle République nous voulons vivre. En face de *La République en marche*, ce bulldozer autistique qui a pour ambition claire de transformer l'État profond et les institutions françaises pour les vendre au

marché, en nourrissant la haine publique à l'égard de ses fonctionnaires, nous devons aujourd'hui dresser une **RESISTANCE DE LA REPUBLIQUE**. Cette résistance part d'un constat simple : il n'y a pas de République sans service public.

Que des petits kapos sortis d'écoles de commerce en appellent au pacte républicain pour "zadifier" des professeurs hautement attachés au service public en grève trois jours, voilà qui doit nous déterminer aujourd'hui à entrer en résistance. Ces petits hommes sont nos ennemis. Mais cette résistance est multiple. Résistance contre soi-même, contre son propre renoncement. Résistance contre certains faiseurs d'opinion, ces causeurs qui ne répondront jamais car ils en sont incapables. Résistance contre des malversations profondes au cœur de la République, une barbouzerie institutionnelle inédite aux méthodes glaçantes aussi inquiétante que menaçante pour nos libertés publiques.

Bref, nous ouvrons ce jour un combat politique fondamental sur des bases réelles et des injustices manifestes. Nous sommes minoritaires ? Rien n'est moins sûr. Nous le serons demain si nous rejouons éternellement les vieilles divisions idéologiques. Le macronisme est une reconfiguration de l'espace politique français, une reconfiguration qui cherche à imposer à la France un modèle politique étranger à son histoire. Il est faux de dire que ce gouvernement ne sait pas où il va. Le vide des idées est inversement proportionnel à la violence de l'action. C'est un gouvernement de combat qui ne recule pas. Nous en avons pris collectivement conscience cette année. Mais sa force est aussi sa faiblesse : ce gouvernement ne pense pas. C'est donc par la pensée et l'action concertée déduite de cette pensée, sur la base d'un mouvement social puissant concerné par la question fondamentale du service public, que nous allons désormais l'affronter, pied à pied, politiquement.

*H. Bernat, 10 juillet 2019*